



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n°2025/DRIEAT/UD77/003 du 15 janvier 2025
imposant des prescriptions complémentaires à la société DELISLE SAS sur la commune de
La Ferté Gaucher (77 320)**

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles R.513-2 et R.181-45 ;

VU le décret n°2010-367 du 13 avril 2010 modifiant le seuil de classement sous la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement ;

VU le décret du Président de la République du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne (hors classe),

VU l'arrêté préfectoral n° 24/BC/049 du 09 août 2024 du préfet de Seine-et-Marne portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 01 DAI 2IC 001 du 03 janvier 2001 autorisant la société DELISLE à exploiter un entrepôt d'une surface de 160 500 m³ ;

VU le dossier de porter à connaissance déposé par la société DELISLE le 13 juillet 2021, complété le 09 novembre 2021 et le 24 février 2022, afin de bénéficier des droits acquis au titre de la rubrique 2795 pour son installation de lavage de citerne ;

VU l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

VU l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

VU l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le rapport et les propositions en date du 17 décembre 2024 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur par courrier du 17 décembre 2024 ;

VU l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet dans le délai de 15 jours ;

CONSIDÉRANT que le site est soumis à enregistrement sous la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'installation de lavage de citerne a été déclarée par la société DELISLE dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter du 3 janvier 2001 ;

CONSIDÉRANT que les activités de lavage de citerne relèvent de la rubrique 2795 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sous le régime de l'autorisation ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article R.513-2 du code de l'environnement, Monsieur le Préfet peut fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

Article premier :

La société DELISLE SAS, dont le siège social (Siret : 383 493 400 00094) est situé Route de Provins, BP 25 sur la commune de LA FERTE GAUCHER (77 320), est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de La Ferté Gaucher (77 320), route de Provins, BP 25, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 21C 001 du 03 janvier 2001 modifiées et complétées par celles du présent arrêté, les installations détaillées dans l'annexe jointe.

Article 2 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3 : Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 4 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de LA FERTE GAUCHER et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de LA FERTE GAUCHER pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 5 : Sanctions

En cas de non-respect de l'une des prescriptions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions prévues à l'article L.171-8, Livre V, Titre I Chapitre IV du code de l'environnement, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Article 6 : Notification et exécution

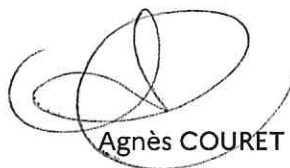
- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le Sous-Préfet de Provins,
- le Maire de La Ferté Gaucher,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 15 janvier 2025

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice empêchée,
La Cheffe de l'Unité Départementale
de Seine-et-Marne,



Agnès COURET

Destinataires d'une copie par mail :

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Sous-Préfet de Provins,
- le Maire de La Ferté Gaucher,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT/SEPR-Pôle risques et nuisances et Pôle police de l'eau).

Délais et voies de recours :

Sans préjudice de l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

– par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
– par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article 4 du présent arrêté,

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne prévue au 3° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

TITRE 1– PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1 – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 001 du 03 janvier 2001 sont modifiées par le tableau suivant :

Articles	Articles modifiés de l'AP du 03 janvier 2001	Articles ajoutés
1.2.1	2.1	
		1.2.2
		1.2.3
		1.2.4
Titre 2	Article 10	

CHAPITRE 1.2 – NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1 – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation ou de l'activité	Volume / Quantité / Puissance autorisée
2795-1	A	Installations de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux. La quantité d'eau mise en œuvre étant : 1) Supérieure ou égale à 20 m³/j	Lavage de citerne	80 m³/j
1510-2-b	E	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³	Entrepôts stockant : du sucre, des décors de cirque et d'émissions de télévision et divers emballages bois et cartons.	160 500 m³

1435-2	DC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Station service interne	2000 m ³ /an
2910-A-2	DC	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Une chaudière fonctionnant au gaz	1,2 MW

ARTICLE 1.2.2 – SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la commune de La Ferté Gaucher sur les parcelles suivantes :

Commune	Parcelles
La Ferté Gaucher	N° 150, 248, 270, 271

ARTICLE 1.2.3 – CONFORMITÉ AU DOSSIER ET RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés ministériels régissant les rubriques soumises à déclaration et les réglementations autres en vigueur.

Les arrêtés ministériels applicables sont les suivants :

- Arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.
- Arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

- Arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 1.2.4 - ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

TITRE 2 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 2.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 2.1.1 – CONSOMMATION EN EAU

Le site est raccordé au réseau d'alimentation publique de la commune. Les différents postes de consommation de l'eau sont : les sanitaires, la réserve incendie, le lavage intérieur des citernes et le lavage extérieur des Poids Lourds et des Véhicules Légers.

Le site est muni de compteurs permettant de suivre la consommation globale du site (un compteur sur chaque poste de consommation). Des relevés sont effectués au moins une fois par mois et notifiés dans un registre.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, ou aux besoins sanitaires, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle
le réseau d'eau potable public pour le nettoyage des citernes	15000 m ³
le réseau d'eau potable public pour le nettoyage extérieur des camions	10000 m ³

ARTICLE 2.1.2 – DESCRIPTION DES INSTALLATIONS DE LAVAGE INTÉRIEUR DES CITERNES ET LE LAVAGE EXTÉRIEUR DES POIDS LOURDS ET DES VÉHICULES LÉGERS

Le site dispose d'une station de lavage pour l'intérieur des citernes, équipée de trois pistes de lavage couvertes pour les citernes liquides, pulvérulentes et bennes dont :

- 1 piste pour les lavages non alimentaires ;
- 2 pistes pour les lavages alimentaires (ces pistes séparées physiquement de la 3ème par une bâche en PVC ignifugé).

Cette installation possède un adoucisseur d'eau comprenant deux bouteilles de 400 litres et une cuve tampon d'eau froide de 30 m³ installés dans les locaux techniques de la station de lavage.

Le site comprend également pour le lavage extérieur des Poids Lourds et des Véhicules Légers :

- 1 portique de lavage haute pression (lavage des tautliners, citernes et bennes) ;
- 3 pistes Haute pression (lavage des camions frigorifiques, bennes, voitures professionnelles, etc.).

CHAPITRE 2.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 2.2.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

ARTICLE 2.2.2 - PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 2.2.3 - ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

ARTICLE 2.2.4 - PROTECTION DES RÉSEAUX EXTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

ARTICLE 2.2.5 – PRÉLÈVEMENTS

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, ainsi qu'aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

Les installations de prélèvement doivent être munies d'un dispositif de mesure totaliseur. Le relevé du totaliseur est effectué au minimum une fois par mois et est porté sur un registre consigné.

ARTICLE 2.2.6 - RÉTENTION DES AIRES DE RÉCEPTION, DE LAVAGE DES CONTENANTS ET D'ENTREPOSAGE DES DÉCHETS ET DES PRODUITS

Le sol des aires et des locaux de réception, d'entreposage et de lavage des contenants (citernes, fûts, grands récipients pour vrac, bennes, ...) est étanche, A1 (incombustible), résiste aux chocs et est conçu de façon à permettre la récupération des égouttures, eaux de lavage, eaux d'extinction d'incendie, matières ou déchets répandus accidentellement.

ARTICLE 2.2.7 – CUVETTES DE RÉTENTION

Tout stockage de produits, de produits d'égouttures éventuels et de déchets liquides dangereux, ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol (à l'exception des eaux de lavage et des effluents phytosanitaires dont le stockage est réglementé par l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L. 253-1 du Code rural et de la pêche maritime) est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et, pour les stockages enterrés, de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

L'étanchéité des réservoirs est contrôlable à tout moment et fait l'objet d'un examen visuel tous les six mois.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale, ou 50 % dans le cas de déchets ou produits liquides inflammables « ou liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C » (à l'exception des lubrifiants), avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits et déchets qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en conditions normales.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits et déchets incompatibles, ou susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté et sont éliminés comme des déchets.

ARTICLE 2.2.8 - ISOLEMENT AVEC LES MILIEUX

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Le site dispose de 4 vannes afin d'isoler le site en cas de déversement accidentel ou de confiner les eaux en cas d'incendie sur le site :

- deux vannes en aval des deux bassins étanches (« bassin commune » et « bassin begonnerie ») de récupération des eaux pluviales de voirie et de toiture situées au Nord et à l'Est du site ;
- une vanne en amont du bassin d'infiltration des eaux pluviales non polluées situés au Sud du site ;
- une vanne en amont du rejet d'eaux industrielles (lavage des citernes) vers la station d'épuration communale situés au Sud du site.

Ces vannes sont clairement identifiées sur le site à l'aide d'un panneau.

La fermeture des vannes est activée en cas d'incident (fermeture manuelle). A cet effet, l'exploitant rédige une procédure et des consignes de mise en œuvre des vannes.

Le fonctionnement des systèmes de traitement des eaux (séparateurs d'hydrocarbures) est contrôlé régulièrement et ces derniers sont nettoyés tous les 6 mois.

Les eaux d'extinction incendie sont retenues dans un bassin de confinement étanche de 1400 m³ (« bassin commune ») et dans les réseaux. En cas d'incident, ces eaux font l'objet d'analyses avant leur élimination : rejet dans le milieu naturel ou pompage et évacuation vers une installation dûment autorisée.

CHAPITRE 2.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 2.3.1 - IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux sanitaires (lavabo, toilettes...),
- les eaux de la station de lavage,
- les eaux pluviales de voirie,
- les eaux pluviales de toiture.

ARTICLE 2.3.2 - COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 2.3.3 - GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à

faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 2.3.4 - ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu à jour sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

ARTICLE 2.3.5 - LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points) de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 1 « Stations de lavage »
Nature des effluents	Eaux de la station de lavage
Prétraitements et dispositifs	Débourbeur/déshuileur et un séparateur d'hydrocarbures. Une zone de prélèvement et une vanne de barrage se trouvent en sortie de ce traitement avant rejet vers la station d'épuration communale
Exutoire du rejet	Réseau communal
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station de traitement communal
Conditions de raccordement	Autorisation + convention

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 2 «Parking PL »
Nature des effluents	Eaux pluviales de voirie et de toiture
Prétraitements et dispositifs	Les eaux pluviales de voirie passent par un débourbeur/ déshuileur et un séparateur d'hydrocarbures avant leur rejet dans le bassin «Parking PL ». Les eaux de toitures du bâtiment « QUA I » rejoignent directement le bassin «Parking PL »

	Une vanne d'isolement est située en amont de ce bassin.
Exutoire du rejet	Le bassin «Parking PL » situé au Sud du site puis infiltration et surverse vers un fossé
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Fossé

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 3 « commune »
Nature des effluents	Eaux pluviales de voirie et de toiture
Prétraitements et dispositifs	Les eaux pluviales de voirie passent par un débourbeur/déshuileur et un séparateur d'hydrocarbures avant leur rejet dans le bassin « commune ». Les eaux de toitures des bâtiments 720, 2500 et 4500 rejoignent directement le bassin « commune ». Une vanne d'isolement est située en aval de ce bassin.
Exutoire du rejet	Le bassin étanche « commune » situé au nord du site, avant rejet vers un fossé
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Fossé

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 4 « begonnerie »
Nature des effluents	Eaux pluviales de voirie et de toiture
Prétraitements et dispositifs	Les eaux pluviales de voirie passent par un débourbeur/déshuileur et un séparateur d'hydrocarbures avant leur rejet dans le bassin « begonnerie ». Les eaux de toitures du bâtiment Begonnerie rejoignent directement le bassin « Begonnerie ». Une vanne d'isolement est située en aval de ce bassin.
Exutoire du rejet	Le bassin étanche « Begonnerie » situé à l'Est du site avant rejet vers un fossé
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Fossé

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 5
Nature des effluents	Eaux sanitaires (lavabo, toilettes...)
Prétraitements et dispositifs	/
Exutoire du rejet	Réseau communal
Milieu naturel récepteur ou Station de	Station de traitement communal

traitement collective	
Conditions de raccordement	/

ARTICLE 2.3.6 - CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Conception

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

ARTICLE 2.3.7 - CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, et contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.

Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

- pH 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;
- température < 30 °C.

ARTICLE 2.3.8 - GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES INTERNES DU SITE

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

CHAPITRE 2.4 GESTION ET REJETS DES EAUX INDUSTRIELLES (LAVAGE DE CITERNE)

ARTICLE 2.4.1 - VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX USÉES INDUSTRIELLES

Les eaux industrielles sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur et respectent, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux des effluents ci-dessous définies :

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal (kg/j)
Matières en suspension	600	-
DCO	2000	45
DBO ₅	800	15
Azote total	150	-
Phosphore total	50	-

L'exploitant met en place une autosurveillance des effluents industriels rejetés. Des mesures mensuelles avant leur rejet dans le réseau communal sont réalisées. Un débitmètre est présent après la zone de prélèvement, pour connaître avec précision le débit et le flux de polluants rejetés vers la station d'épuration communale.

Ces valeurs limites ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

ARTICLE 2.4.2 - PREMIERS JUS ISSUS DU LAVAGE DE L'INTÉRIEUR DES CITERNES - EAUX INDUSTRIELLES

Les premiers jus issus du lavage de l'intérieur des citernes sont récupérés et envoyés vers une filière d'élimination agréée (méthanisation). Des Bordereaux de Suivi de Déchets sont réalisés lors de chaque rotation.

ARTICLE 2.4.3 - CONNAISSANCE ET ÉTIQUETAGE DES PRODUITS UTILISÉS ET DES CONTENANTS LAVÉS ET PROCÉDURE D'ACCEPTATION

L'exploitant conserve les documents (fiches de données de sécurité) lui permettant de connaître la nature, les dangers et les risques que présentent les produits utilisés pour le lavage et le traitement des contenants (citernes, ...).

Ces documents sont conservés pendant une durée minimale de cinq ans et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les fûts, réservoirs et autres emballages des produits sont étiquetés, conformément à la réglementation en vigueur ; ils portent, en caractères lisibles :

- les noms des produits qu'ils contiennent ;
- les symboles de danger, conformément à la réglementation en vigueur.

Les contenants, destinés à être lavés, reçus sur l'installation, sont vides et doivent être accompagnés d'un document précisant :

- la provenance des contenants : raison sociale, adresse ;
- le type de contenants ;
- la nature des résidus ;
- les risques associés aux résidus.

Ces données sont enregistrées et conservées pendant une durée de cinq ans dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.5 GESTION ET EAUX PLUVIALES

ARTICLE 2.5.1 - EAUX PLUVIALES DE VOIRIES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales de toiture et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

ARTICLE 2.5.2 - VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)
Matières en suspension	30
DCO (sur effluent non décanté)	100
DBO ₅ (effluent non décanté)	25
Phosphore total	2
Azote global	10
Hydrocarbures totaux	5

